

« Dette publique : Portugal 1 - France 0 »

Par La Rédaction

Publié le 11/06/2025 à 09h34

BUDGET  AVIS D'EXPERT



Tribune de Grégory Lecler, Président de Prudentia Patrimoine.



Crédit photo © Prudentia Patrimoine

La dette publique française ? Un monstre, nourri depuis plus de trente ans par le manque de courage politique et une incapacité chronique à réformer en profondeur. La dernière illustration de cette lâcheté : la dissolution de l'Assemblée nationale, décidée il y a tout juste un an, et qui a plongé le pays dans un blocage institutionnel sans précédent. Faute de majorité claire, l'exécutif ne gouverne plus, il navigue à vue.

La charge de la dette explose

Pendant ce temps, la charge de la dette dévore nos recettes fiscales. Représentant encore moins de 3% de ces recettes en 2020, elle en absorbera 6,6% en 2026, contre 2,7% en Allemagne et 2% aux Pays-Bas. Une dérive spectaculaire qui nous hisse au

rang peu envié de mauvais élève de la zone euro, juste derrière l'Italie et la Grèce. Pour Eric Dor, de l'IESEG [1], le constat est clair : nos finances publiques sont « *presque hors de contrôle* ».

Face à cette réalité, le gouvernement annonce 40 milliards d'euros "d'économies" à trouver pour le budget 2026. Mais qui peut encore croire à cette fable ? En France, les économies annoncées ne sont jamais des coupes de dépenses : ce sont des hausses d'impôts ou de taxes déguisées. Or, comme le rappelait la courbe de Laffer, "trop d'impôt tue l'impôt". En surtaxant toujours plus, on désincite l'activité, on réduit la base imposable, et on aggrave le déficit.

A LIRE AUSSI

[Patrimoine des ministres : notre top 10 des déclarations](#)

L'exemple du Portugal

Mais là où la France recule, d'autres ont osé avancer. Le Portugal, en 2011, étouffé par la dette et exclu des marchés financiers, a eu le courage de demander l'aide de la troïka (FMI, BCE, Commission européenne). En échange de 78 milliards d'euros, il a adopté un plan d'austérité et de réformes structurelles sans précédent :

1. **Réduction drastique des dépenses publiques** : baisse des salaires des fonctionnaires jusqu'à 10%, suppression temporaire des 13e et 14e mois, gel des embauches et promotions dans la fonction publique, baisse ou gel des pensions les plus élevées.
2. **Augmentation de la fiscalité** : relèvement du taux normal de TVA de 21% à 23%, hausse des impôts sur le revenu avec de nouvelles tranches, création de taxes exceptionnelles sur les salaires et les entreprises.
3. **Réformes du marché du travail** : assouplissement des règles de licenciement, réduction des indemnités de départ, flexibilisation des contrats pour attirer les investisseurs.
4. **Privatisations massives** : cession de participations dans des entreprises

4. **Privatisations massives** : cession de participations dans des entreprises stratégiques (EDP, REN, TAP), pour réduire la dette et restaurer l'efficacité de secteurs clés.
5. **Réforme des retraites** : relèvement progressif de l'âge de départ, ajustements des modes de calcul pour garantir la soutenabilité du système.
6. **Stabilisation du secteur bancaire** : recapitalisation des banques avec une partie des fonds du plan pour faire face aux créances douteuses et à la crise immobilière.

Des mesures dures, impopulaires, contestées. Mais efficaces. En 2023, le Portugal présentait un excédent budgétaire de 1,2%, une dette publique tombée sous les 100% du PIB, une balance commerciale excédentaire et des taux d'emprunt contenus autour de 3%.

Nous n'avons désormais plus le choix

Et la France ? Toujours engluée dans ses déficits (5,5% du PIB), avec une dette de 110,6%, un commerce extérieur déficitaire de plus de 67 milliards d'euros et des réformes impossibles à faire passer sans blocage général du pays.

La vérité, c'est que nous sommes devenus le symbole de ce qu'il ne faut pas faire. Chaque fois qu'un effort est demandé, on recule. Chaque réforme structurelle est vidée de sa substance. Et nous continuons de nous endetter, d'asphyxier les actifs sous les impôts, d'éroder la compétitivité, en pensant que les marchés nous laisseront à jamais une carte blanche.

Le Portugal nous a donné une leçon de volonté. Il a prouvé que les efforts, aussi douloureux soient-ils, peuvent payer. Mais il faut du courage, de la clarté, et un cap. Aujourd'hui, la France n'a ni l'un, ni l'autre. Jusqu'à quand pourrons-nous continuer à feindre que tout va bien ? Jusqu'à quand pourra-t-on repousser l'inévitable ? Il n'y a plus d'excuse. L'heure n'est plus au déni. Elle est au sursaut.

[1] Eric Dor - IESEG - note sur la situation dangereuse des finances de la France - 26 mai 2025